

ORAL HEC Paris 2019
Économie, sociologie et histoire du monde contemporain
Option économique

Programme Grande Ecole

Au cours de la session 2019, le jury a auditionné les 200 candidats admissibles. L'ensemble des sujets a porté sur le programme des deux années de la classe préparatoire ECE et a mobilisé des connaissances relatives aux trois disciplines que sont l'économie, la sociologie et l'histoire du monde contemporain. Chaque sujet permettait aux candidats de mobiliser au moins deux de ces trois dimensions ; lorsque, à l'examen de l'exposé, le candidat se limitait à seulement l'une des trois disciplines du programme, des questions étaient alors posées sur l'une ou l'autre des deux disciplines non mobilisées.

Les 74 sujets traités durant cette session sont des sujets de réflexion et de synthèse, solidement ancrés dans le programme des deux années ; ils exigent que les candidats mobilisent des connaissances dans plusieurs champs disciplinaires, parfois (mais plus rarement) les trois d'ailleurs. De nombreux sujets avaient un libellé en rapport direct avec des thématiques d'actualité mais, dans ce cas, la réflexion historique et l'analyse économique devaient être sollicitées ; il est ici important de rappeler que le concours a pour objectif de sélectionner des candidats qui occuperont, dans l'avenir, des postes de décision et qu'à ce titre la compréhension des phénomènes économiques actuels est indispensable ; l'ancrage dans le monde contemporain et l'analyse des enjeux du moment sont des qualités nécessaires à déployer. L'argumentation des candidats doit plus généralement combiner une analyse précise dans le domaine économique, sociologique et ou historique et des références factuelles illustratives des propos.

Concrètement, l'épreuve se déroule en deux phases de 10 minutes chacune : dans un premier temps, le candidat expose l'analyse de son sujet et, dans un deuxième temps, le jury lui pose des questions sur les idées exprimées lors de l'analyse et sur des éléments d'approfondissement ou d'ouverture pour s'assurer de sa largeur et de sa hauteur de vue et de l'étendue et la profondeur de ses connaissances ; c'est à cette occasion que les disciplines parfois non mobilisées par le candidat sont introduites. Les exposés sont, dans leur très grande majorité, structurés, grâce à un plan simple, mais nombreux sont les candidats à qui le jury doit rappeler de respecter les 10 minutes d'exposé (beaucoup continuent d'ailleurs à exposer en ignorant la remarque !). Afin de mieux hiérarchiser les performances des candidats, cette année, dans toute la mesure du possible, un même sujet a été traité par trois candidats successifs.

Les prestations sont en moyenne de bonne qualité, ce qui confirme que les épreuves écrites ont bien joué le rôle de sélection. Mais, en réalité, ces prestations sont assez disparates : certains candidats ont réalisé une prestation tout à fait remarquable, mais d'autres ont eu de la peine à élever leurs analyses à un niveau souhaitable.

La moyenne de l'épreuve est de 11,83 sur 20 (12,16 en 2018, 11,39 en 2017, 11,7 en 2016 et 12,29 en 2015), l'écart-type de 2,56 (contre 2,45 en 2018, 2,68 en 2017, 2,72 en 2016 et 3,11 en 2015), la moins bonne note est de 6 sur 20 et la meilleure note de 18 sur 20 (contre 19 en 2018, 18 en 2017, 17 en 2016 et 19 en 2015) ; 3 candidats ont 18/20 et 5 candidats ont 17/20.

Plus précisément, la répartition des notes permet de tirer les constats suivants :

- 80 % des candidats ont une note supérieure ou égale à 10/20
- plus de 20 % des candidats ont une note supérieure ou égale à 14/20
- 13 % des candidats ont une note supérieure ou égale à 15/20
- 25 candidats ont une note supérieure ou égale à 16/20.

Les candidats ont dans l'ensemble démontré une bonne maîtrise de l'analyse économique, de la théorie comme des concepts, et manifesté des réelles qualités de réflexion et d'argumentation ; pour certains, ceci se doublait de connaissances très correctes dans le domaine de l'histoire économique. Quelques candidats (trop rares, malheureusement) ont montré qu'ils disposaient de connaissances, notamment théoriques, très pointues et très actualisées. Ceci est incontestablement le fruit d'une préparation très pertinente, durant deux années, en classe et personnelle.

L'épreuve est une épreuve...orale, donc de communication orale. Le jury est ravi de souligner la qualité des prestations réalisées (expression précise, registre de français adéquat, clarté de l'exposé, attitude positive et ouverte...). Cette maîtrise est incontestablement le fruit du travail dans les classes préparatoires.

Cependant, le jury souhaite mettre l'accent sur des aspects qu'il conviendrait à l'avenir de modifier :

- beaucoup (trop) de candidats ont tendance à réciter des fiches de connaissances qui sont « plaquées » dans l'exposé ; il suffit parfois qu'un concept soit mobilisé par le candidat pour qu'il développe des parties de cours, très souvent de manière inappropriée par rapport au sujet. Ceci le rassure probablement, mais peut conduire à effectuer des hors sujets pénalisants. Durant la demi-heure de préparation, le candidat doit s'efforcer de réfléchir au sujet posé et non à chercher quelles fiches de connaissances sélectionner
- au cours de l'exposé, très peu de candidats se risquent à présenter au tableau des courbes ou des graphiques et, lorsqu'ils le font, la démarche est toujours très approximative (non précision des axes, représentation confuse ou, pire encore, fausse...), voire inutile (pourquoi en effet représenter un schéma de marché avec une offre et une demande ?). Dans la plupart des cas, le candidat a de grandes difficultés à expliquer les courbes reproduites au tableau et est souvent dans l'incapacité à justifier la forme et les propriétés des courbes, les conclusions attendues...
- d'une manière générale, le jury constate chaque année (et déplore) que deux champs importants sont très mal maîtrisés par les candidats : d'une part l'économie budgétaire et fiscale et d'autre part les « questions sociales » (structure de la protection sociale, modes de financement, enjeux et réformes dans ce domaine, évolution dans leurs grandes lignes des relations sociales et professionnelles...)
- durant leur exposé, de nombreux candidats citent beaucoup d'auteurs et d'articles, parfois plus d'une dizaine ; si des références théoriques sont nécessaires, il n'en demeure pas moins

qu'elles doivent être comprises, éventuellement relativisées... du moins toujours lues ! Or tel n'est pas le cas... Le jury souhaiterait vivement que le candidat pense plus par lui-même et soit beaucoup plus critique.

Comme il l'avait annoncé, le jury a cette année cherché à systématiser les questions portant sur la partie de programme d'« Economie approfondie », et essentiellement sur la microéconomie. Le jury a dans l'ensemble été assez satisfait des réponses apportées par les candidats. Cette session a ainsi permis de montrer que l'investissement engagé dans les classes préparatoires depuis plusieurs années dans l'enseignement de ce programme porte ses fruits, ce qui est encourageant pour les sessions suivantes. Il est de plus important de rappeler ici que l'analyse microéconomique est essentielle pour la poursuite des études dans l'école, et qu'elle est mobilisée dans de nombreux domaines tels que la finance ou le marketing par exemple.

Le jury a désiré publier la liste intégrale des sujets proposés aux candidats :

- La gouvernance économique mondiale a-t-elle permis la convergence des nations ?
- Ressources naturelles et croissance économique
- Consommation et épargne en période de crise
- Les crises au XIXème siècle : quelle(s) analyse(s)?
- Les matières premières sont-elles une bénédiction ou une malédiction pour un pays ?
- Le progrès technique est-il une ressource épuisable ?
- Régionalisme et multilatéralisme
- L'impact économique de la contrainte énergétique
- Peut-on parler d'un déclin industriel de la France ?
- Vices et vertus de la concurrence
- Y a-t-il un capitalisme des pays émergents ?
- Population et niveau de vie
- Y a-t-il des limites à l'extension des échanges marchands ?
- Comment expliquer les comportements d'investissement des entreprises ?
- Croissance économique et productivité
- A quoi servent les syndicats ?
- Croissance et protection sociale
- Faut-il suivre le modèle allemand ?
- Les effets économiques et sociaux du vieillissement de la population active
- Faut-il des règles de politique budgétaire ?
- Un pays sans riches est-il un pays pauvre ?
- La grande taille est-elle un gage d'efficacité de la firme ?
- Le pouvoir de marché de la firme
- Protectionnisme et croissance
- Faut-il réguler les salaires sur le marché du travail ?
- Nouvelles technologies, nouvelle forme de capitalisme ?
- Le déficit du commerce extérieur français : problème conjoncturel ou structurel ?
- Intérêt général : que peut l'entreprise ?
- Comment anticiper ?
- Le chemin de fer en France : monopole ou marché concurrentiel ?
- Les politiques de l'emploi sont-elles efficaces ?
- Les aspects économiques et sociaux des sorties de guerre

- Vieillessement de la population et croissance
- La France souffre-t-elle d'un excès de productivité ?
- La globalisation a-t-elle des effets positifs sur l'économie ?
- Les mutations des conflits du travail, XIXème-XXème siècles
- Mondialisation des entreprises et commerce international
- Fiscalité et croissance économique
- Peut-on considérer l'innovation comme le facteur décisif de la croissance économique ?
- Pourquoi les agents économiques demandent-ils de la monnaie ?
- L'épargne doit-elle financer l'investissement ?
- Faut-il laisser aux marchés la régulation de l'activité économique ?
- Apports et limites du keynésianisme
- Le chômage est-il un phénomène transitoire ou permanent ?
- Les différentes formes de l'impérialisme aux XIXème et XXème siècles
- Comment financer le développement durable ?
- La mauvaise monnaie chasse-t-elle toujours la bonne ?
- Les services, moteurs du développement économique ?
- La politique monétaire comme instrument de politique économique : les enseignements du XXème siècle
- Peut-on craindre une guerre commerciale mondiale ?
- L'écologie est-elle l'ennemie de l'emploi ?
- Les « nouvelles » monnaies : enjeux et risques
- Faut-il taxer les robots ?
- Les enjeux du protectionnisme
- Politique de la concurrence et politique industrielle
- Moins d'inégalités pour plus de croissance ?
- Faut-il taxer les successions ?
- Est-il encore utile de lutter contre les inégalités ?
- Les transferts intergénérationnels
- L'endettement des entreprises est-il préférable à l'autofinancement ?
- La responsabilité sociale des entreprises (RSE), origines et évolution
- Taux de change et compétitivité des firmes
- Comment se forme la réputation d'une entreprise ?
- Être consommateur depuis 1945
- L'Etat et les industriels depuis 1945
- Qu'est-ce qu'une croissance soutenable ?
- La City de Londres
- Les banques dans l'histoire du XXe siècle
- Le multilatéralisme et l'économie
- Les déterminants des cycles économiques
- Comment les entreprises maximisent-elles leur profit ?
- La concurrence est-elle à encourager ?
- La mondialisation : réalités et perspectives
- Politiques publiques et attractivité des territoires

Le jury est donc, en résumé, satisfait de la qualité des candidats à cette session et souhaite insister sur l'idée que ce programme permet de bien évaluer leur capacité à comprendre les

enjeux économiques et sociaux contemporains, ce qui apparaît essentiel pour un jeune ambitionnant de rentrer dans une école prestigieuse de management.